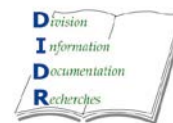


NIGERIA



3 septembre 2020



Boko Haram après l'allégeance à l'Etat islamique (EI) (2015)

Avertissement

Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofpra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra ou des autorités françaises.

Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008)

[cf. https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.

Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

1. Introduction.....	3
2. Les raisons du schisme (2015)	4
3. Géographie.....	5
5. Structuration	8
6. Composition	9
7. Après Boko Haram, quelles issues ?	12
8. Chronologie non-exhaustive (2015-2020)	14
a) 2015.....	14
b) 2016.....	15
c) 2017.....	16
d) 2018.....	17
e) 2019.....	17
f) 2020	18
Bibliographie	20

Résumé :

En mars 2015, le leader de Boko Haram, Abubakar Shekau, prète allégeance à l'Etat islamique (EI) et devient officiellement province de l'Etat islamique en Afrique de l'Ouest (EIAO). Cependant, la figure d'Abubakar Shekau est vivement contestée par l'EI qui décide de le remplacer par un autre cadre de l'EI. Depuis lors, deux factions sévissent dans le Nord-Est du Nigéria : *Jama'atu Ahlis Sunna Lidda'awatiwal-Jihad* (JAS) d'Abubakar Shekau et *Wilayat al-Islamiyya Gharb Afriqiyyah* (EIAO), franchise de l'EI en Afrique de l'Ouest. Ces factions poursuivent l'insurrection dans le Nord-Est du Nigeria le bassin du Lac Tchad selon leurs propres *modus operandi*.

Abstract:

In March 2015, Boko Haram's leader Abubakar Shekau pledged allegiance to the Islamic State of Iraq and Syria (ISIS). Boko Haram became the province of the Islamic State in West Africa (ISWAP). However, Abubakar Shekau is deeply contested by members of ISIS. He is finally replaced with another ISIS member. Since then, two factions have raged in northeastern Nigeria: *Jama'atu Ahlis Sunna Lidda'awatiwal-Jihad* (JAS) led by Abubakar Shekau and *Wilayat al-Islamiyya Gharb Afriqiyyah* (ISWAP), the ISIS franchise in West Africa. These two factions continue to lead the insurgency in northeastern Nigeria, using their own specific *modus operandi*.

Nota : La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

1. Introduction

« Boko Haram » est un terme vulgarisé dans la presse internationale pour désigner les insurgés islamistes qui sévissent dans le bassin du lac Tchad, en particulier dans le Nord-Est du Nigeria et ses Etats riverains. Toutefois, ces militants ne se reconnaissent pas dans ce terme, qui signifie « l'éducation occidentale est un péché »¹.

Boko Haram émerge au début des années 2000 sous la figure du prédicateur islamiste Mohamed Yusuf. Il s'agit d'une secte religieuse, qui se fait d'abord appeler les « Talibans du Nigéria ». Ces adeptes se retirent en 2003 de la société et fondent « cité céleste » dans l'Etat de Yobe. A leur retour à Maiduguri, des passes d'armes éclatent entre Mohamed Yusuf et le gouverneur de l'Etat de Borno, Ali Modu Sherif. En 2009, l'armée réprime durement le mouvement. Plusieurs centaines de personnes trouvent la mort dans la répression, parmi lesquels son fondateur².

En 2010, le mouvement réapparaît dans une forme insurrectionnelle et vengeresse. Guidés par Abubakar Shekau, ses militants se font appeler *Jama'atu Ahlis Sunna Lidda'awatiwal-Jihad* (JAS), qui signifie les « Compagnons du Prophète pour la propagation de l'islam et de la guerre sainte ». Ils mobilisent les moyens d'action terroriste pour asseoir leur présence dans la région³.

En 2012, le mouvement connaît ses premières dissensions. Une première faction – *Jama'at Ansar Al Muslimin Fi Biladal-Sudan*⁴, plus connu sous le nom d'Ansaru – dirigée par Khalid Al-Barnawise distancie d'Abubakar Shekau et se rapproche d'Al-Quaïda au Maghreb islamique (AQMI). Ansaru réintègre JAS en 2014 avant de s'en séparer à nouveau l'année suivante⁵.

« A partir de 2010, et surtout 2013, le mouvement prend progressivement le contrôle du Nord-Est du pays. Début 2015, on estime que « le groupe a pris le contrôle d'une grande partie de l'État de Borno au Nigéria et a commencé à opérer dans les régions frontalières du Niger, du Tchad et du Cameroun voisins. (...) Pourtant, à partir de 2015, Boko Haram s'est retrouvé sous la pression croissante de l'armée nigériane et de ses alliés régionaux, ce qui a alimenté ses divisions internes, le faisant reculer au pouvoir. En mars de cette année-là, Boko Haram a perdu le contrôle de sa capitale proclamée, Gwoza, aux troupes nigérianes, et au fil du temps, des villes notables qu'il avait envahies dans l'État de Borno sont retombées entre les mains du gouvernement, forçant le groupe à retourner dans des refuges sûrs sur la périphérie du lac Tchad, dans la forêt de Sambisa et dans les collines et montagnes à l'est de Gwoza »⁶.

Face à la percée terroriste, le président en fonction, Goodluck Jonathan, proclame l'état d'urgence dans trois Etats du pays : l'Etat de Borno, l'Etat de Yobe et l'Etat d'Adamawa⁷.

La montée en puissance de Boko Haram atteint son climax en février 2015, jusqu'au déploiement de la Force multinationale mixte. Composée d'éléments de cinq armées régionales (Nigeria, Tchad, Cameroun, Niger, Bénin), elle est spécialement chargée de lutter contre Boko Haram, qui se joue des frontières séparant les pays riverains du lac Tchad⁸.

¹ PEROUSE DE MONTCLOS Marc-Antoine, 2015, p. 147-158, [url](#)

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

⁴ Qu'on peut traduire par « Communauté des défenseurs des musulmans noirs ».

⁵ COHEN Corentin, 2015, p. 75-92, [url](#)

⁶ International Crisis Group (ICG), 16/05/2019, [url](#)

⁷ Le Monde, 14/05/2013, [url](#)

⁸ PEROUSE DE MONTCLOS Marc-Antoine, 2015, p. 147-158, [url](#)

En mars 2015, le successeur de Mohamed Yusuf, Abubakar Shekau, prête allégeance à l'Etat islamique (EI). Le mouvement devient officiellement *Wilayat al-Islamiyya Gharb Afriqiyyah*, c'est-à-dire Province de l'EI en Afrique de l'Ouest (EIAO)⁹¹⁰.

En août 2015, le groupe se scinde en deux factions, entre d'une part l'EIAO dirigée par Abu Musab al-Barnawi, et d'autre part la faction dirigée par Abubakar Shekau, qui choisit d'être désigné à nouveau en tant que JAS¹¹.

En décembre 2016, le principal camp de Boko Haram, situé dans la forêt de Sambisa, est démantelé par l'armée nigériane¹².

Depuis 2018, des changements sont opérés à la tête de l'EIAO. Plusieurs dirigeants sont remplacés car leur position, en particulier à l'égard du traitement accordé aux civils et des négociations avec l'Etat nigérian, sont jugées trop modérées¹³.

Au cours de l'année 2018, l'EIAO exécute deux dirigeants, Mamman Nur et Ali Gaga, considérés comme les numéros deux et trois du mouvement. Modérés, ils leur auraient été reprochés d'avoir participé à la libération des écolières enlevés à Dapchi (Etat de Yobe) au mois de février¹⁴.

En 2019, le dirigeant de l'EIAO Abu Musab Al-Barnawi est remplacé, à la demande de l'Etat islamique en Syrie et au Levant par Abu Abdullah ibn Umar A I-Barnawi (également appelé Ba Idrissa), présenté comme le fils du fondateur de Boko Haram, Mohamed Yusuf¹⁵. En février 2020, il aurait été exécuté par des militants de l'EIAO car sa position était jugée « trop douce »¹⁶.

2. Les raisons du schisme (2015)

Lorsque Abubakar Shekau prête allégeance à l'EI en mars 2015, le mouvement connaît des dissensions internes, dans un contexte de perte de puissance face aux forces de sécurité nigérianes¹⁷.

La personnalité d'Abubakar Shekau est contestée par deux cadres du mouvement, Abu Musab al-Barnawi et Mamman Nur. Ils mettent en cause le leadership violent du successeur de Mohamed Yusuf, ses mauvais traitements à l'égard de ses propres militants (manque de nourriture, exécutions sommaires, etc.), son incapacité à repousser l'offensive des forces gouvernementales, son utilisation hasardeuse de la théologie et ses attaques systématiques contre les civils musulmans¹⁸.

Plus encore, la rupture entre JAS et l'EIAO est principalement doctrinale et questionne l'attribution de la qualité de musulman et le rôle des civils dans la guerre¹⁹.

Du point de vue d'Abubakar Shekau, « toute personne ne manifestant pas activement son allégeance à son groupe est en violation de l'islam, perdant ainsi son statut de musulman. Dans cette perspective, par exemple, ceux qui vivent sous la domination du gouvernement

⁹ COHEN Corentin, 2015, p. 75-92, [url](#)

¹⁰ En anglais, Islamic State West Africa Province (ISWAP).

¹¹ COHEN Corentin, 2015, p. 75-92, [url](#)

¹² Radio France Internationale (RFI), 28/12/2016, [url](#)

¹³ RFI, 02/10/2018, [url](#)

¹⁴ *Ibid.*

¹⁵ ICG, 16/05/2019, [url](#)

¹⁶ ICG, "Crisis Watch Database", Nigeria, février 2020, [url](#)

¹⁷ Institut d'Etudes de Sécurité (ISS), juillet 2018, [url](#)

¹⁸ ISS, juillet 2018, [url](#)

¹⁹ *Ibid.*

nigérian sans se soulever ne sont plus considérés comme musulmans. Il en va de même pour ceux qui fuient les zones aux mains du groupe afin de chercher refuge dans celles contrôlées par le gouvernement »²⁰.

La position de Shekau est vivement contestée par Abu Musab al-Barnawi qui estime que « l'islam interdisait de cibler les personnes qui ne s'opposaient pas activement au jihad ». Il « s'est ainsi dissocié de Shekau et de sa tendance à punir des villages entiers pour la mise sur pied de milices civiles, préférant mener des représailles individuelles et ne menacer que ceux qui collaboraient spécifiquement avec les forces de sécurité »²¹.

En août 2016, le divorce est consommé : l'EI annonce la nomination au titre de gouverneur de la province en Afrique de l'Ouest d'Abu Musab al-Barnawi²². Ce choix est jugé arbitraire par le leader déchu de Boko Haram, qui poursuit en parallèle ses activités terroristes avec ses militants loyaux en réutilisant l'appellation JAS tout en réitérant son allégeance à l'EI²³.

3. Géographie

La prise de distance de la faction de l'EIAO et l'offensive militaire ont participé sur le terrain à une réorganisation du mouvement.

« Le JAS est implanté dans le Centre-Sud de l'État de Borno, en particulier autour de la forêt de Sambisa et de la frontière avec le Cameroun », résume l'Institut d'Etudes et de Sécurité (ISS) de Dakar. « La faction d'Abubakar Shekau a conservé le contrôle de son fief dans la forêt de Sambisa malgré les incursions militaires pour l'en chasser. La faction a donc pu concentrer ses attaques sur les zones centre et sud de l'État de Borno, y compris Maiduguri, et le long de la frontière avec le Cameroun, à proximité des départements de Mayo-Sava et Mayo-Tsanaga, où elle a effectué un grand nombre d'opérations »²⁴.

La zone d'influence de l'EIAO s'étend plutôt au Nord du pays, près des frontières avec le Tchad et le Niger. D'après l'ISS de Dakar, « initialement basé dans le Nord de l'État de Borno, près du lac Tchad, l'EIAO a depuis étendu sa présence au nord et à l'ouest de Damboa et dans l'État de Yobe, autour de Buni Yadi. Les deux factions sont également présentes dans le Nord du Cameroun, tandis que l'EIAO est aussi implanté dans certaines régions du Tchad et du Niger »²⁵. En outre, l'influence de l'EIAO s'étend par-delà les frontières étatiques. Comme le note International Crisis Group (ICG), « la portée de l'EIAO s'étend bien au-delà de la zone du lac, dans le nord de l'État de Borno, dans la forêt d'Alagarno et le long de la rivière Komadugu Yobe, et dans l'est de Yobe dans la forêt de Farooq. L'EIAO est présent autour de Maiduguri, notamment dans la zone de gouvernement local de Konduga »²⁶.

La zone de délimitation des deux factions se situeraient, selon les informations des organisations humanitaires citées en 2019 par ICG, entre les collectivités locales de Mafa, Dikwa et Kala Balge²⁷.

²⁰ *Ibid.*

²¹ *Ibid.*

²² *Ibid.*

²³ *Ibid.*

²⁴ *Ibid.*

²⁵ *Ibid.*

²⁶ ICG, 16/05/2019, [url](#)

²⁷ *Ibid.*

Contrairement à la faction d'Abubakar Shekau, la stratégie de l'EIAO se focalise « clairement sur la consolidation et l'extension de ses réseaux plutôt que d'essayer d'établir des contrôle territorial sur des zones plus vastes », explique ICG²⁸.

Depuis 2015, le territoire occupé par les deux factions s'est réduit à peau de chagrin en raison de l'offensive militaire menée contre les insurgés, explique ICG. Aujourd'hui, « leur influence est limitée aux marais autour et aux îles du lac Tchad, à certaines parties des collines de Mandara à la frontière entre le Nigéria et au Cameroun et aux forêts inaccessibles des États de Borno et de Yobe - un terrain qui fournit une couverture contre la puissance aérienne nigériane et alliée »²⁹

Dans ce partage territoriale, les deux factions ont paru privilégier une forme de cohabitation³⁰. D'après ICG, cette accalmie est liée à un cessez le feu signé entre le JAS et l'EIAO³¹. Des affrontements ont eu lieu par le passé et se reproduisent parfois en raison du chevauchement de leurs zones d'influence et de la pression exercée par les forces gouvernementales³². Selon ICG, ces affrontements interviennent généralement lorsque les combattants fidèles à Abubakar Shekau « cherchent à voler et à kidnapper des civils dans les zones contrôlées par l'EIAO sur les rives nigériennes et nigérianes du lac Tchad, ainsi que dans la région du gouvernement local de Konduga au Nigéria et que les unités de l'EIAO tentent de les repousser »³³.

D'après le projet Armed Conflict Location and Event Data Project (ACLED), qui se donne pour objectif de recenser les événements violents pour cartographier les zones de crise dans le monde, « entre 2014 et aujourd'hui, Boko Haram a été responsable de plus de 2 800 événements et de plus de 31 000 décès signalés, ce qui en fait l'un des groupes armés les plus meurtriers au monde. 2017 a été l'année la plus active pour le groupe, avec 621 événements ; en 2018, le nombre d'événements violents impliquant le groupe est tombé à 529 »³⁴.

Si Boko Haram demeure très actif en termes de nombres d'attaques, analyse ACLED, il est paradoxalement moins létal que par le passé³⁵. De la même façon, ICG observe que « les tactiques de l'EIAO semblent avoir contribué à une baisse notable du nombre de victimes civiles dans le nord-est du Nigéria depuis 2016, et à une augmentation des pertes militaires en 2018, en particulier après que l'EIAO a lancé une offensive majeure en août de cette année [2019] »³⁶. Cette baisse de la létalité s'explique essentiellement par le choix de l'EIAO de s'orienter plutôt vers des cibles militaires, tandis que la faction d'Abubakar Shekau continue de privilégier des modes opératoires affectant les civils³⁷.

En août 2020, l'ISS alerte sur une possible progression de Boko Haram le long de la frontière du Niger et dans le Nord-Ouest du Nigeria, en particulier dans les Etats de Kaduna, Katsina, Sokoto et Zamfara. Encore une fois, explique-t-il, « Boko Haram tire parti de l'escalade des conflits locaux irrésolus et de la montée de la criminalité organisée pour se développer et recruter » des combattants³⁸.

²⁸ *Ibid.*

²⁹ *Ibid.*

³⁰ ISS, juillet 2018, [url](#)

³¹ ICG, 16/05/2019, [url](#)

³² ISS, juillet 2018, [url](#)

³³ ICG, 16/05/2019, [url](#)

³⁴ The Armed Conflict Location and Event Data Project (ACLED), 11/02/2019, [url](#)

³⁵ ACLED, 11/02/2019, [url](#)

³⁶ ICG, 16/05/2019, [url](#)

³⁷ ICG, 16/05/2019, [url](#); ACLED, 11/02/2019, [url](#)

³⁸ ISS, 03/08/2020, [url](#)

Il convient toutefois de rester prudent sur l'imputation de certains faits de violence à Boko Haram. Le chercheur Corentin Cohen souligne à ce titre que certains auteurs de violence peuvent être amenés à se réapproprier les codes du groupe terroriste pour justifier des actions violentes, sans nécessairement avoir de lien idéologique avec la secte³⁹.

4. Modes opératoires

Les désaccords entre JAS et l'EIAO ont des conséquences en termes de mode opératoire. En effet, l'ISS de Dakar rappelle que « les modes d'attaque des deux groupes sont en grande partie conformes aux courants idéologiques à l'origine de la scission, le JAS étant principalement responsable de la persistance des violences à l'encontre de la population civile »⁴⁰.

En 2018, l'ISS, qui s'appuie sur les témoignages de personnes déplacées au Nord-Est du Nigéria, fournit des éclaircissements sur les modes opératoires utilisés par chacune des factions :

« L'opinion dominante parmi les personnes sondées par l'équipe de recherche est que le JAS utiliserait massivement des kamikazes, y compris des femmes et des enfants, le plus souvent contre la population civile. Il s'agit-là d'un aspect que Shekau a confirmé plus ou moins clairement dans ses messages. De son côté, l'EIAO cible principalement les forces de sécurité contre lesquelles il lance des attaques moins fréquentes, mais de grande ampleur. Bien que la grande majorité des actes de violence perpétrés dans la région du lac Tchad ne soit pas revendiquée et que certains ne soient pas même signalés, il est néanmoins possible de distinguer des profils d'attaque distincts sur la base des messages et des actions des deux groupes. Il convient toutefois de reconnaître que l'EIAO a pu tuer des civils et utiliser des kamikazes (hommes), principalement lors d'opérations suicides à la voiture piégée, et que le JAS a déjà affronté les forces de sécurité et mené des actions sans avoir recours à des kamikazes. Il s'agit-là d'un rappel du fait que les caractéristiques attribuées à l'une ou l'autre des factions ne sont pas absolues »⁴¹.

En mai 2019, ICG développe sur le même sujet :

« Alors que la JAS a continué à organiser des raids pour capturer des civils et piller leurs ressources, terroriser les marchés bondés et les mosquées avec des attentats-suicides, et mener des massacres et des enlèvements aux barrages routiers, l'EIAO s'est principalement concentré sur des cibles militaires ainsi que, dans une moindre mesure, sur des cibles civiles associées d'une manière ou d'une autre avec l'État - par exemple, des responsables locaux, des chefs, des justiciers et des informateurs présumés. Alors que l'EIAO, comme la JAS, dirigeait parfois les kamikazes vers des cibles militaires, contrairement à la JAS, elle n'envoyait pas de femmes ou d'enfants sur ces missions suicides, et il n'attaque pas les cibles civiles. Et bien qu'il y ait des exceptions, dans l'ensemble, les unités de l'EIAO semblaient faire des efforts pour épargner les civils »⁴².

Si ces modes opératoires permettent généralement de distinguer quelle organisation est à l'origine d'une attaque, ces distinctions ne sont pas absolues. Il arrive en effet, explique le chercheur français Corentin Cohen, que certaines attaques « ratées » ne soient pas revendiquées par ses auteurs ou bien qu'un acteur emprunte à l'autre son mode d'action. Cela est aussi vrai des bandits, coupeurs de route, ou preneurs d'otage, historiquement

³⁹ COHEN Corentin, 2015, p. 75-92, [url](#)

⁴⁰ ISS, juillet 2018, [url](#)

⁴¹ ISS, juillet 2018, [url](#)

⁴² ICG, 16/05/2019, [url](#)

très présents dans la région du bassin du Lac Tchad et qui ont pu utiliser des techniques d'intimidation similaire à celles de Boko Haram dans un simple objectif de prédation⁴³.

Ainsi, L'EAIO jouit généralement d'une notoriété bien meilleure que son prédécesseur JAS auprès des civils car il déploie une stratégie d'implantation fondamentalement différente du régime de terreur imposé par Abubakar Shekau⁴⁴.

Contrairement aux ambitions expansionnistes d'Abubakar Shekau, l'EAIO ambitionne de se substituer à l'Etat nigérian. Pour ce faire, il s'applique à nouer des liens avec les civils pour dispenser les biens et les services que l'Etat nigérian a échoué à fournir dans le Nord-Est du pays. A titre d'exemple, « il creuse des puits, surveille la chasse au bétail, fournit un minimum de soins de santé et discipline parfois son propre personnel qu'il juge avoir abusé de manière inacceptable des civils. Dans les communautés qu'elle contrôle, sa fiscalité est généralement acceptée par les civils, qui lui attribuent la création d'un environnement où ils peuvent faire des affaires et comparer favorablement sa gouvernance à celle du personnel nigérian »⁴⁵.

En 2020, de récentes attaques perpétrés par l'EIAO contre des civils pourraient signifier une évolution des modes opératoires de cette faction vers des stratégies plus violentes. Néanmoins, explique le chercheur au CNRS Vincent Foucher à RFI, ces indices doivent être appréhendés pour l'heure avec prudence et ne sauraient suffire à eux-seuls à conclure à un renversement des modes opératoires de l'EIAO⁴⁶.

5. Structuration

Les informations à disposition concernant l'organisation interne du mouvement sont dans l'ensemble peu concordantes. Elles varient dans le temps, selon les factions/cellules.

En 2020, un collectif de chercheurs britanniques et américains résume qu'il existe actuellement deux thèses dominant le champ de la recherche universitaire quant à la structure interne de Boko Haram. La première opte depuis 2010 pour une organisation unifiée, centralisée, et dominée par la figure autoritaire d'Abubakar Shekau. La discipline imposée dans ses rangs et l'écrasement des voix dissidentes aurait ainsi permis de limiter les schismes au sein du mouvement. La deuxième soutient que le mouvement est plutôt structuré de façon décentralisée en cellules opérationnelles, jouissant d'une relative autonomie dans leur organisation interne et leurs actions. Ces cellules, unies par des liens assez lâches, répondraient aux directives d'un conseil des sages, appelé Conseil de la Choura⁴⁷.

En 2020, dans un article de la revue américaine *Peace and Security Studies*, un collectif de chercheurs nigériens et sud-africains, résumant, en s'appuyant sur la littérature à leur disposition, le fonctionnement interne de Boko Haram avant le schisme :

« L'organisation dispose d'une structure organisationnelle hautement centralisée et Abubakar Shekau se situe au sommet de l'organigramme. À côté de Shekau se trouve le Conseil de la Choura composée de 30 membres, qui est la plus haute structure décisionnelle du groupe (...). Le conseil de Boko Haram supervise et dirige différentes cellules. Chaque membre du Conseil de la Shura est responsable d'une cellule, et chaque cellule a une tâche spécifique mais différente dans chaque zone géographique. La plupart des actions du groupe sont convenues au niveau du conseil, mais Abubakar Shekau prend

⁴³ COHEN Corentin, 2015, p. 75-92, [url](#)

⁴⁴ ICG, 16/05/2019, [url](#)

⁴⁵ ICG, 16/05/2019, [url](#)

⁴⁶ RFI, 07/06/2020, [url](#)

⁴⁷ CURIEL Rafael Prieto, WALTHER Olivier, O'CLERY Neave, 2020, [url](#)

également des décisions sans se référer au conseil (...) Il existe différents départements qui sont connus par leur responsabilité spécifique et leur spécialisation tactique. Les onze départements comprennent : les troupes de combat pour engager les forces de sécurité, les attentats-suicides, les enlèvements, le bien-être des membres et des membres survivants de la famille, la collecte de renseignements et le recrutement et la formation de surveillance, la construction d'engins explosifs, le comité médical, les explosifs d'usine, la sensibilisation du public et le vol de voitures pour utilisation dans les attaques »⁴⁸.

De son côté, le chercheur français Corentin Cohen soutient que le mouvement est structuré sous la forme de « noyaux de soldats et d'émirs [qui] se reconnaissent dans un ensemble de pratiques qui structuraient toujours la vie des camps de Sambisa et Alagarno fin 2014 (...) La hiérarchie initiale du groupe aurait été la suivante : Shekau est *imam* ; il donne ses ordres à des *cheikhs* censés être instruits religieusement et qui ont à charge une zone et différents camps. Les cheikhs s'appuient sur des *musr* (ou *munzr*) et des sous-chefs pour diriger les hommes. Les groupes d'une trentaine de combattants peuvent mener des attaques de manières autonomes »⁴⁹. En outre, ces chefs et sous-chefs « avaient une grande autonomie vis-à-vis d'Abubakar Shekau et laissaient des groupes de trente ou quarante combattants très libres »⁵⁰.

En s'appuyant tant sur les témoignages d'habitants ayant vécu sous le joug du mouvement que sur les propos de cadre de Boko Haram, l'ISS souligne néanmoins la difficulté de dresser un tableau fidèle et permanent de l'organisation interne, tant les informations semblent contradictoires et mouvantes dans le temps et selon chaque entité⁵¹.

Sur la base de ces éléments, l'institut privé parvient à dresser un schéma non-exhaustif de l'organisation hiérarchique entre plusieurs unités citées (dont l'activité peut varier dans le temps et selon les sous-groupes)⁵².

6. Composition

Les informations concernant le nombre de combattants demeurent dans l'ensemble peu concordantes. En mai 2019, ICG estimait entre 1500 et 2000 individus le nombre de combattants auprès de JAS, contre 3500 à 5000 individus en faveur de l'EAIIO. Cependant, une autre recherche nigériane citée par ICG estimait entre 18 000 et 20 000 le nombre de combattants de l'EIAO⁵³. En février 2020, le Conseil de Sécurité des Nations Unies estimait entre 3500 et 5000 le nombre de combattants auprès de l'EIAO⁵⁴.

Dans un entretien accordé au *Monde* en 2019, le journaliste nigérien Seidik Abba rappelle que les profils des combattants sont aujourd'hui « très variés (...) Certains ont été embrigadés par hasard lors d'attaques de villages, nombreux ont rejoint le groupe terroriste faute de perspectives dans leur région, voulant fuir la pauvreté et poursuivant le rêve de s'enrichir. Enfin, d'autres ont adhéré à l'islam prôné par la secte mais l'idéologie du début a beaucoup évolué »⁵⁵.

⁴⁸ OMENMA J. Tochukwu, HENDRICKS Cheryl, AJAEBILI Nnamdi C., 2020, [url](#)

⁴⁹ COHEN Corentin, 2015, p. 75-92, [url](#)

⁵⁰ Le Monde, 28/04/2016, [url](#)

⁵¹ ISS, juillet 2018, [url](#)

⁵² Ibid.

⁵³ ICG, 16/05/2019, [url](#)

⁵⁴ Conseil de Sécurité des Nations Unies, 22/02/2020, [url](#)

⁵⁵ Le Monde, 16/10/2019, [url](#)

Secte religieuse devenue mouvement insurrectionnel, Boko Haram s'inscrit dans une tradition salafiste de l'islam. Si le mouvement utilise l'argument religieux pour justifier ces actes violents, ses combattants ne sauraient être tous réduits à des « fanatiques ». Dans un rapport de recherche, l'ONG américaine *Mercy Corps*, qui s'est entretenue avec des combattants repentis de Boko Haram, souligne que s'ils avaient tous déclaré pratiquer l'islam en tant que foi, « la religion était au premier plan pour certains, et pour d'autres, c'était simplement une toile de fond de leur vie »⁵⁶.

En effet, les motivations à rejoindre la secte, puis à prendre les armes, sont variées et répondent à des dynamiques qui dépassent souvent la seule conviction religieuse. A sa création, le discours politique et religieux déployé par son fondateur Mohamed Youssouf répond à un besoin de justice sociale et de démocratie dans une région minée par la pauvreté et la corruption. Il galvanise des individus de tous bords et catalyse la colère des plus jeunes, qui peinent à trouver un emploi, même diplômés⁵⁷.

Par conséquent, le statut social n'est pas un facteur discriminant pour devenir membre de Boko Haram. « Plus que la pauvreté ou le faible niveau d'éducation, conclut Corentin Cohen, les ressorts d'adhésion à la cause de Boko Haram semblent plutôt un sentiment de blocage et d'absence d'opportunité sociale chez les jeunes »⁵⁸. Parmi les militants, on peut trouver des diplômés d'universités privées, sans emploi, qui iront jusqu'à déchirer leur diplôme en signe de contestation avec l'*establishment*, mais aussi des *almajiris*, ces enfants des rues, souvent mal perçus, qui étudient dans les *madrassa*⁵⁹.

Par ailleurs, « si la pauvreté est décrite pour beaucoup comme le premier facteur de mobilisation dans Boko Haram dès son origine », la part des *almajiris*, enfants des rues issus des écoles coraniques, au sein du groupe, pourrait être amplifiée par les imaginaires collectifs dont ils sont la cible, observe Corentin Cohen⁶⁰.

Une majorité des militants de Boko Haram sont issues de la communauté ethnolinguistique Kanouri, majoritairement implanté dans la région⁶¹. « Bien que la proportion de Kanouri soit importante, le message de Boko Haram résonne clairement dans divers groupes ethniques » explique l'ONG *Mercy Corps*. L'appartenance ethnolinguistique n'est pas un facteur discriminant pour combattre au sein du mouvement⁶².

Si Boko Haram est en partie composé de militants enrôlés pour des convictions politiques ou religieuses, le mouvement – en particulier la faction de Shekau – s'alimente en hommes, en femmes et en enfants, sur le modèle de la razzia pour enrayer l'affaiblissement de ces troupes. ICG se souvient que « Boko Haram a commencé à enlever des femmes et des enfants à partir de la mi-2013, d'abord des chrétiens de la zone de Gwoza, dans le Sud-Est de l'état du Borno ». Ces enlèvements visent, à partir de 2013-2014, à compenser le manque de combattants ou bien à servir de monnaie d'échange pour négocier la libération de ses propres combattants. Si Abubakar Shekau cible alors des « femmes essentiellement issues de communautés chrétiennes dans l'objectif de « propager sa version de l'islam

⁵⁶ Mercy Corps, avril 2016, [url](#)

⁵⁷ *Boko Haram : les origines du mal*, Xavier Muntze (réal.), 2016, [url](#); COHEN Corentin, 2015, p. 75-92, [url](#);
Mercy Corps, avril 2016, [url](#)

⁵⁸ COHEN Corentin, 2015, p. 75-92, [url](#)

⁵⁹ *Boko Haram : les origines du mal*, Xavier Muntze (réal.), 2016, [url](#); Mercy Corps, avril 2016, [url](#)

⁶⁰ COHEN Corentin, 2015, p. 75-92, [url](#)

⁶¹ Au Moyen-Age, des royaumes et empires se succèdent sur le territoire qui correspond aujourd'hui à l'Etat de Borno. Pour l'essentiel, ces entités politiques étaient dirigées par des élites et peuplées par des habitants – c'est encore le cas en partie aujourd'hui – d'ethnie Kanouri. Les Kanouri se présentaient comme le premier peuple islamisé de la région (à partir du IX^{ème} siècle). Le prestige de leur lignée était fondé sur ce privilège revendiqué.

⁶² Mercy Corps, avril 2016, [url](#)

autant qu'à punir ses adversaires locaux », tous les civils sont rapidement ciblés, musulmans comme chrétiens⁶³.

En avril 2014, l'enlèvement de plus de 200 lycéennes dans la localité de Chibock suscite l'émoi international et projette le groupe terroriste sur le devant de la scène⁶⁴. Un rapport cité par ICG estimait en avril 2015 que « Boko Haram avait kidnappé plus de 2 000 filles et jeunes femmes, pour la plupart célibataires, au cours des douze mois précédents ». Toutefois, ces chiffres doivent probablement être revus à la hausse, estime ICG car « au plus fort de l'insurrection, Boko Haram a probablement eu quelques centaines de milliers de femmes sous son contrôle, et les enlèvements étaient nombreux »⁶⁵.

Ces « recrues » ne sont pas nécessairement assignées au combat. En effet, « des femmes et des hommes, des enfants et des adolescents [sont] déployés pour effectuer diverses tâches telles que la collecte de renseignements, les coursiers, les recruteurs, les cuisiniers, les « épouses », etc.⁶⁶

Les militants ou captifs de Boko Haram qui refuseraient de soutenir le combat sont *de facto* considérés comme des ennemis et des apostats. Dans un documentaire réalisé par *Voice of America*, un rescapé de la faction d'Abubakar Shekau témoigne du sort réservé à toute personne qui refuserait le combat : « Si vous refusez de porter une arme, les gars de Boko Haram vous diront de vous allonger. Ils vont vous couper la tête et la mettre sur le dos ou la poitrine de votre cadavre. Et dans certains cas, ils ont même ouvert la poitrine et enlevé le cœur de la personne. Voilà comment ils nous ont effrayés pour nous faire porter une arme »⁶⁷.

En 2016, de jeunes garçons démobilisés après avoir été enrôlés de force par le mouvement, racontent comment ils ont été forcés de regarder leurs amis ou leurs proches se faire assassiner, ou bien de les exécuter eux-mêmes, pour prouver leur engagement, sous peine de subir le même sort. D'autres expliquent avoir préféré rejoindre le groupe par crainte d'être tué, ou avoir reçu des pressions de la part de leurs pairs pour rejoindre le groupe, et ainsi protéger leurs proches ou leurs commerces⁶⁸.

Pour autant, l'ONG *Mercy Corps* estime que les catégories entre enrôlements volontaires et enrôlement forcés sont plus fluides et couvrent une variété d'expériences distinctes. En effet, la contrainte n'est pas toujours la principale cause de l'enrôlement des militants au sein de Boko Haram⁶⁹.

Ainsi, outre les arguments religieux (promesse d'une place au paradis, etc.), politique (accès à l'éducation islamique, justice sociale, etc.), Boko Haram fait également usage d'arguments affectifs (recrutement par les pairs, pression familiale, etc.) et financiers (crédit offert aux jeunes recrues, salaire et bonus pour les « recruteurs », débouchés économiques pour les commerçants) pour recruter ses futurs administrés/combattants⁷⁰.

Dans un rapport consacré à la place des femmes dans la crise liée à Boko Haram, ICG rappelle qu'elles ont occupé des rôles divers au sein même de Boko Haram. Si certaines se sont engagées dans le mouvement salafiste au temps de Mohamed Youssouf et ont

⁶³ ICG, 05/12/2016, [url](#)

⁶⁴ ICG, 05/12/2016, [url](#)

⁶⁵ ICG, 05/12/2016, [url](#)

⁶⁶ OMENMA J. Tochukwu, HENDRICKS Cheryl, AJAEBILI Nnamdi C., 2020, [url](#)

⁶⁷ Voice of America (VOA), 18/01/2018, [url](#)

⁶⁸ Mercy Corps, avril 2016, [url](#)

⁶⁹ Mercy Corps, avril 2016, [url](#)

⁷⁰ Guardian, 09/05/2016, [url](#); OMENMA J. Tochukwu, HENDRICKS Cheryl, AJAEBILI Nnamdi C., 2020, [url](#);

BABATUNDE Olalekan A. 2018, [url](#)

participé à la lutte armée, d'autres ont été victimes des razzias et des abus sexuels des militants. Pour des raisons de survie, certaines n'ont pas eu d'autres choix que de se mettre sous la coupe du groupe terroriste tandis que d'autres souhaitent le rejoindre, après en avoir été libérées, car le cadre et les services « offerts » par ce proto-Etat – en particulier sous l'EIAO – leur offre une protection, une éducation, une situation maritale, une perspective d'avenir pour leurs enfants, que l'Etat nigérian n'est pas en mesure de leur offrir⁷¹.

En outre, depuis l'allégeance de Boko Haram à l'EI, des rumeurs fréquentes font état de la présence de combattants étrangers au sein du mouvement. Ces rumeurs restent toutefois à démontrer. En raison de la porosité des frontières régionales, explique en avril 2016 Corentin Cohen, il est fréquent de trouver au sein du mouvement des combattants du Tchad, du Cameroun, du Niger. Cependant, selon le chercheur, aucun élément ne permet de corroborer les rumeurs quant à la présence de Libyens, Syriens ou Somaliens dans les rangs du mouvement. Le constat est le même pour l'ISS de Dakar⁷². « Malgré les spéculations, peu de preuves tangibles ont pu démontrer l'existence de relations étroites entre l'une ou l'autre des factions et d'autres organisations djihadistes extérieures à la région », conclut-il en 2018⁷³.

7. Après Boko Haram, quelles issues ?

Dans le Nord-Est du Nigeria, l'ISS de Dakar identifie pour les militants actifs du mouvement « trois voies principales vers le désengagement : la reddition, le retour clandestin dans les communautés non détecté par les forces de sécurité et la fusion avec les civils en fuite »⁷⁴.

En effet, à partir de 2009 de nombreux militants manifestent le souhait de quitter Boko Haram, notamment à cause de l'extrême brutalité cultivée par le successeur de Mohamed Youssouf, explique l'ONG *Mercy Corps*⁷⁵. Pour l'ISS, « les raisons invoquées pour quitter Boko Haram sont complexes et personnelles – motivées par différentes histoires de circonstances, de survie et de désespoir. Outre la pression militaire, les ex-associés se disent désillusionnés par Boko Haram en raison de sa brutalité et de ses rivalités internes, sans forcément renier l'idéologie du groupe »⁷⁶.

S'appuyant sur les témoignages d'anciens combattants ou membres parvenus à fuir le mouvement, l'ONG *Mercy Corps* décrit « un processus déchirant (...), soit en fuyant pendant le chaos de la bataille, soit en s'échappant la nuit. Beaucoup craignaient d'être tués au cours du processus et parlaient sobrement de compagnons qui avaient tenté en vain de s'échapper »⁷⁷. De même, estime l'ISS, « le dangereux voyage de Boko Haram à la réhabilitation demande de la patience, une planification et une exécution rigoureuses. Les évasions manquées sont pour la plupart passibles de la peine de mort, de sorte que les anciens associés recherchent des options qui garantissent une procédure régulière, la sécurité et la réintégration »⁷⁸.

Un ex-combattant originaire de Yobe raconte par exemple à l'ONG *Mercy Corps* : « On nous a demandé de l'eau, alors je me suis excusé auprès du gardien pour aller aux toilettes à partir de là. Puis il y a eu une fusillade, et alors qu'ils se concentraient sur la fusillade, je suis allé dans la brousse pour m'échapper. Il m'a fallu trois jours pour revenir. Je ne

⁷¹ ICG, 14/01/2019, [url](#); ICG, 05/12/2016, [url](#)

⁷² Le Monde, 28/04/2016, [url](#)

⁷³ ISS, juillet 2018, [url](#)

⁷⁴ ISS, 04/05/2020, [url](#)

⁷⁵ Mercy Corps, avril 2016, [url](#)

⁷⁶ ISS, 04/05/2020, [url](#)

⁷⁷ Mercy Corps, avril 2016, [url](#)

⁷⁸ ISS, 04/05/2020, [url](#)

bougeais que la nuit et grimpais aux arbres pendant la journée. S'ils vous ont surpris en train de vous échapper, ils vous massacrent »⁷⁹.

Depuis 2016, les ex-combattants qui désirent être réintégrés dans la vie civile sont dirigés vers « l'Opération Safe Corridor [et] passent par la caserne de Giwa, le centre de filtrage et de rétention de l'État de Borno géré par le comité d'enquête conjoint. Le comité comprend des enquêteurs et des procureurs et détermine l'éligibilité des personnes à la déradicalisation, à la réadaptation et à la réintégration (...) Les modérés, y compris les fantassins et les commandants de niveau intermédiaire, se rendent à l'opération Safe Corridor pour la réhabilitation. La plupart des civils arrêtés lors d'opérations militaires dont l'innocence est avérée sont remis à l'État pour être réhabilités »⁸⁰.

L'avancée des forces de sécurité sur les zones occupées par Boko Haram permet également la libération de civils et la reddition de membres du mouvement, souvent engagés de force dans le mouvement. D'après ICG, « les personnes trouvées dans les zones « libérées » par les militaires sont examinées afin d'identifier les membres de Boko Haram. Dans l'état du Borno, les soldats et la CTJF⁸¹ dirigent la procédure localement, souvent en lien avec les responsables communautaires, les chefs de quartier dans les villes et les chefs de village. Les suspects sont transférés vers des centres de détention dans des casernes ou aillères, tandis que les autres personnes touchées par le conflit sont envoyées dans des camps de déplacés formels où une nouvelle enquête peut avoir lieu. La plupart des déplacés partent ensuite vers des communautés d'accueil ou des camps informels. D'autres prennent part à des programmes expérimentaux de déradicalisation »⁸².

Toutefois, de graves soupçons pèsent sur des exactions commises par les forces de sécurité nigérianes contre les civils. « Tandis que de plus en plus de combattants de Boko Haram se cachent au sein de la population civile, la frontière entre qui est civil et qui ne l'est pas s'est estompée » explique une représentante de l'ONG Plan International interrogée par le quotidien américain *The New York Times*. Amalgamée avec les combattants, les civils sont de plus en plus la cible d'exactions commises par les forces de sécurité⁸³.

Dès 2015, le Haut-Commissariat des Droits de l'Homme des Nations Unies a fait état d'exécutions extrajudiciaires, de détention arbitraire, de disparitions forcées, de viols, de tortures et de mauvais traitements, commises par les forces de sécurité nigériane contre des *présumés* membres de Boko Haram⁸⁴. Des faits de « passages à tabac, de détention de suspects, de corruption, de privation de nourriture, de meurtres et de recrutement d'enfants » commis par des membres de la Force civile mixte (CJTF), des milices locales d'autodéfense dont le rôle depuis 2013 consiste assister les forces de sécurité nigérianes dans l'identification, le désarmement et l'arrestation des personnes présumées membres du groupe terroriste, sont également rapportés. Ces abus participeraient d'un climat de terreur, fondée sur la délation au sein des populations civiles⁸⁵.

En 2019, le Comité des droits de l'homme des Nations Unies manifeste encore sa préoccupation concernant de « graves violations commises par les forces de sécurité nigérianes et la Force d'intervention civile conjointe au cours des opérations de sécurité

⁷⁹ Mercy Corps, avril 2016, [url](#)

⁸⁰ ISS, 04/05/2020, [url](#)

⁸¹ La Force d'intervention civile conjointe ou *Civilian Joint Task Force* (CJTF) est constituée de milices d'autodéfense locale, qui assistent depuis 2013 les forces de sécurité nigériane dans l'identification et l'arrestation des membres présumés du groupe terroriste Boko Haram. Leur responsabilité est régulièrement mise en cause dans des exactions à l'encontre des civils par la communauté internationale.

⁸² ICG, 05/12/2016, [url](#)

⁸³ The New York Times, 28/02/2017, [url](#)

⁸⁴ Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 09/12/2015, [url](#)

⁸⁵ Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 09/12/2015, [url](#)

menées contre Boko Haram »⁸⁶. En février 2020, Amnesty International alerte sur de potentiels crimes de guerre commis par les forces de sécurité nigériane dans le Nord-Est du Nigéria. Témoignages et images satellite à l'appui, l'organisation de défense des droits humains affirme que l'armée nigériane a incendié des villages entiers et déplacé de force leurs habitants » en réaction « à la récente flambée d'attaques menées par le groupe armé Boko Haram » dans la région⁸⁷.

La stratégie de recours massif au bombardement pour « libérer » les populations civiles⁸⁸ s'est également avéré particulièrement mortifère pour les civils. En janvier 2017, les forces de sécurité ont ainsi bombardé par erreur le camp de déplacés de Rann, dans l'Etat de Borno, causant ainsi la mort d'au moins 167 personnes⁸⁹.

La reddition d'anciens militants de Boko Haram et la libération des zones anciennement occupées par le groupe terroriste pose pour les autorités nigérianes la question des collaborations et des poursuites judiciaires. En octobre 2017 s'ouvre un premier procès-fleuve pour près de 2000 personnes, principalement accusée d'avoir apporté un « soutien matériel et non violent » à Boko Haram, notamment en réparant leurs véhicules, en lavant leurs vêtements ou en leur fournissant de la nourriture et d'autres articles »⁹⁰. De graves manquements au droit international, en matière d'impartialité de la justice et de respect des droits humains ont été rapportés au cours de ces procès militaires jugeant des civils à huit clos (détention arbitraire, torture et mauvais traitement, violences sexuelles, détention d'enfants, etc.)⁹¹.

Face à la stigmatisation communautaire et au traitement qui leur est réservé par les forces de sécurité, certains rapatriés de Boko Haram manifestent le désir de retourner en zone occupée. C'est notamment le cas de certaines femmes, rapporte ICG dans une enquête qui leur est dédiée. A leur retour dans la vie civile, ces « épouses de Boko Haram » et leurs enfants, considérés comme des « batârd » sont souvent considérés comme des collaborateurs, rejetés par leurs communautés et livrés à eux-mêmes. Sans moyen de subsistance, certains estiment que Boko Haram constitue une issue plus enviable que celle qui leur est offerte par les forces de sécurité⁹². En janvier 2019, ICG recueillie dans ce sens le témoignage de deux femmes, réfugiés dans un camp situé au Nord-Est de Maiduguri. Elles soutiennent vouloir rejoindre Boko Haram, car le mouvement leur procure une meilleure sécurité, et une perspective d'avenir pour elle et leurs enfants, auxquelles elles ne pourront jamais accéder dans ce camp⁹³.

8. Chronologie non-exhaustive (2015-2020)

a) 2015

Le 3 janvier, Boko Haram remporte une victoire stratégique en s'emparant de la ville de Baga et de la base militaire occupée par la Force multinationale mixte. Plusieurs centaines, voire des milliers de victimes pourraient être à déplorer, rapporte le projet *Nigeria Watch* au cours de l'attaque⁹⁴.

⁸⁶ Comité des Droits de l'Homme des Nations Unies, 29/08/2019, [url](#)

⁸⁷ Amnesty International, 14/02/2020, [url](#)

⁸⁸ Sahara Reporters, 08/01/2016, [url](#) ; Al Jazeera, 27/02/2018, [url](#) ; Cable News Network (CNN), 08/05/2018, [url](#)

⁸⁹ Comité des Droits de l'Homme des Nations Unies, 29/08/2019, [url](#)

⁹⁰ HRW, 17/09/2018, [url](#)

⁹¹ Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, 13/10/2017, [url](#) ; HRW, 10/09/2019, [url](#) ; HRW, 17/09/2018, [url](#) ; RFI, 09/10/2017, [url](#)

⁹² ICG, 14/01/2019, [url](#)

⁹³ Ibid.

⁹⁴ ICG, "Crisis Watch Database", Nigeria, Janvier 2015, [url](#)

Le 18 février 2015, onze communautés résidant autour de la forêt de Sambisa sont libérées dans le cadre d'une opération militaire. Au moins 300 insurgés sont tués⁹⁵.

En mars 2015, les autorités annoncent avoir repris le contrôle des Etats d'Adamawa et de Yobe et libéré la ville de Gwoza, dans l'Etat de Borno, de l'occupation djihadiste⁹⁶. Le succès de l'offensive militaire contraints les insurgés à se disperser « à la périphérie du Lac Tchad, dans la forêt de Sambisa et dans les collines et les montagnes situées à l'est de Gwoza », explique ICG⁹⁷.

En avril 2015, une source sécuritaire annonce que l'ensemble des camps de Boko Haram ont été détruits, à l'exception de ceux situés dans la forêt de Sambisa. Le 25 avril 2015, plusieurs centaines de corps de civils, victimes de Boko Haram, sont retrouvés près de Damasak (Etat de Borno)⁹⁸.

En juin 2015, le président nigérian, Muhammadu Buhari, annonce la relocalisation à Maiduguri, du centre de commandement de la Force multinationale mixte afin de lutter contre Boko Haram⁹⁹.

En août 2015, le président nigérian donne à l'armée un délai de trois mois pour mettre fin à l'insurrection de Boko Haram, tandis que la Force multinationale mixte a repris le contrôle des territoires occupés par Boko Haram¹⁰⁰.

b) 2016

En janvier 2016, les attaques menées par Boko Haram se poursuivent. Le 22 janvier, les forces de sécurité annoncent par ailleurs la libération de 370 otages au cours de plusieurs opérations. Au moins cent personnes sont tuées dans l'attaque d'un camp de déplacés attribuée à Boko Haram¹⁰¹.

Le 9 février 2016, soixante personnes sont tuées dans un attentat suicide commis dans le camp de déplacés de Dikwa (Etat de Borno)¹⁰².

Le 14 mars 2016, quinze civils sont tués dans l'attaque du village de Mussa (Etat de Borno). Deux jours plus tard, deux femmes kamikazes se font exploser dans une mosquée du village d'Ummamari, tuant plus de vingt personnes¹⁰³.

En avril 2016, les forces de sécurité soutiennent avoir libéré plus de 2000 personnes de l'emprise de Boko Haram. Le gouvernement déclare également avoir capturé Khaled al-Barnawi, chef de la faction *Ansaru*¹⁰⁴.

En mai 2016, plusieurs écolières ont été retrouvées après s'être échappé de l'emprise de Boko Haram. L'armée revendique par ailleurs la libération d'une centaine de jeunes filles et de femmes captives du groupe terroriste¹⁰⁵.

⁹⁵ ICG, "Crisis Watch Database", Nigeria, Janvier 2015, [url](#)

⁹⁶ ICG, "Crisis Watch Database", Nigeria, Mars 2015, [url](#)

⁹⁷ ICG, 16/05/2019, [url](#)

⁹⁸ ICG, "Crisis Watch Database", Nigeria, avril 2015, [url](#)

⁹⁹ ICG, "Crisis Watch Database", Nigeria, juin 2015, [url](#)

¹⁰⁰ British Broadcasting Corporation (BBC), 13/08/2015, [url](#)

¹⁰¹ ICG, "Crisis Watch Database", Nigeria, janvier 2016, [url](#)

¹⁰² ICG, "Crisis Watch Database", Nigeria, février 2016, [url](#)

¹⁰³ ICG, "Crisis Watch Database", Nigeria, mars 2016, [url](#)

¹⁰⁴ ICG, "Crisis Watch Database", Nigeria, avril 2016, [url](#)

¹⁰⁵ ICG, "Crisis Watch Database", Nigeria, mai 2016, [url](#)

Le 3 août 2016, l'EI annonce la nomination à la tête de l'EIAO d'Abu Musab al-Barnawi. Abubakar Shekau conteste son remplacement¹⁰⁶. Le 3 juin 2016, la faction de l'EIAO conduite par Nur et Al-Barnawi avait déjà mené une première opération indépendante en attaquant une base militaire à Bosso, au Niger¹⁰⁷.

En septembre 2016, Abubakar Shekau dément, dans une vidéo rendue publique, avoir été blessé au cours d'un raid de l'armée nigériane¹⁰⁸.

En octobre 2016, 21 des 224 étudiantes enlevées à Chibok sont libérées par la faction dirigée par Abubakar Shekau¹⁰⁹.

En novembre 2016, la capitale de l'Etat de Borno, Maiduguri, est affectée par plusieurs attentats-suicide¹¹⁰.

A la fin de l'année 2016, l'armée nigériane annonce avoir libéré près de 2 000 captifs et arrêtés plusieurs milliers d'insurgés présumés dont 500 enfants¹¹¹.

c) 2017

Le 17 janvier 2017, l'armée bombarde par erreur le camp de déplacés de Rann. Les autorités locales font état d'au moins 230 morts. Le gouvernement admet sa responsabilité et promet une enquête¹¹².

En mars 2017, la région de Maiduguri est visée par plusieurs attentats-suicides. Le leader de Boko Haram, Abubakar Shekau, prête allégeance à l'EI, promettant l'établissement d'un califat en Afrique de l'Ouest¹¹³.

En avril 2017, les services de renseignement nigériens annoncent l'arrestation de six individus suspectés de préparer des attentats contre des ambassades occidentales¹¹⁴.

Au début du mois de mai 2017, 82 écolières de Chibok sont libérées après plusieurs semaines de négociation par la faction d'Abubakar Shekau en échange de plusieurs membres de Boko Haram¹¹⁵.

Le 25 juillet 2017, une équipe de recherche de l'université de Maiduguri et de la *Nigerian National Petroleum Corporation* est attaquée. Au moins 50 personnes sont tuées et plusieurs autres enlevées¹¹⁶.

Le 9 octobre 2017, un procès géant débute contre 2300 personnes accusées de complicité avec Boko Haram. Après cinq jours, près de 500 personnes sont disculpées et une cinquantaine condamnées à des peines allant de 3 à 31 ans de détention¹¹⁷.

¹⁰⁶ ICG, "Crisis Watch Database", Nigeria, août 2016, [url](#)

¹⁰⁷ ICG, 16/05/2019, [url](#)

¹⁰⁸ ICG, "Crisis Watch Database", Nigeria, septembre 2016, [url](#)

¹⁰⁹ Le Monde, 13/10/2016, [url](#)

¹¹⁰ ICG, "Crisis Watch Database", Nigeria, novembre 2016, [url](#)

¹¹¹ ICG, "Crisis Watch Database", Nigeria, décembre 2016, [url](#)

¹¹² ICG, "Crisis Watch Database", Nigeria, janvier 2017, [url](#)

¹¹³ ICG, Crisis Watch Database, Nigeria, mars 2017, [url](#)

¹¹⁴ ICG, Crisis Watch Database, Nigeria, avril 2017, [url](#)

¹¹⁵ Le Monde, 09/05/2017, [url](#)

¹¹⁶ ICG, Crisis Watch Database, Nigeria, juillet 2017, [url](#)

¹¹⁷ ICG, Crisis Watch Database, Nigeria, octobre 2017, [url](#)

Le 22 octobre 2017, seize personnes trouvent la mort dans un attentat suicide perpétré à Maiduguri (Etat de Borno).

Le 8 décembre 2017, des affrontements ont lieu entre les factions d'Abubakar Shekau et d'Al-Barnawi à proximité de Mafa et de Dikwa (Etat de Borno)¹¹⁸.

Le 16 décembre 2017, l'armée annonce avoir capturé au moins 200 insurgés présumés lors d'une opération autour du Lac Tchad. Le même jour, des combattants attaquent un convoi du Programme alimentaire mondiale (PAM), tuant au moins quatre personnes¹¹⁹.

d) 2018

Le 16 février 2018, 500 personnes sont de nouveau disculpées dans le procès géant contre les sympathisants de Boko Haram et 200 personnes sont condamnées à des peines allant de 3 à 60 ans de détention¹²⁰.

Le 19 février 2018, plus de cent écolières sont enlevées à Dapchi, dans l'Etat de Yobe, Pendant l'attaque, cinq d'entre elles décèdent. Cet enlèvement, qui ressemble à celui de Chibok en 2014, est toutefois attribué à l'EIAO. Un mois plus tard, les étudiantes musulmanes (à l'exception d'une chrétienne) sont libérées le 21 mars 2018¹²¹.

Le 26 février 2018, les forces de sécurité du Cameroun et du Nigeria déclarent avoir libérés 900 civils captifs du groupe terroriste¹²².

Le 1^{er} mars 2018, des combattants supposément affiliés à l'EIAO attaquent une base militaire près du camp de déplacés de Rann, dans l'Etat de Borno. Médecins sans frontières (MSF) et d'autres ONG annoncent la suspension de leurs opérations après l'assassinat et l'enlèvement de plusieurs travailleurs humanitaires¹²³. En septembre 2018, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) annonce le décès de l'un des trois travailleurs humanitaires enlevés en mars¹²⁴.

En juillet 2018, la faction de l'EIAO attaque une importante base militaire à Jilli, dans l'Etat de Yobe. Le choix d'une telle cible et le succès de l'opération constitue, selon ICG, « un bon indicateur des capacités grandissantes de l'EIAO » sur le terrain¹²⁵.

Le 5 août 2018, cinq kamikazes se font exploser aux abords de la ville de Maiduguri¹²⁶.

Le 18 novembre 2018, la base militaire de Matele (Etat de Borno) est la cible de l'EIAO. Entre vingt et quarante soldats sont tués au cours de l'attaque¹²⁷.

e) 2019

En janvier 2019, la faction de l'EIAO accélère son offensive et mène plusieurs attaques contre des bases militaires dans l'Etat de Borno et de Yobe, rapporte le projet Nigeria

¹¹⁸ ICG, Crisis Watch Database, Nigeria, décembre 2017, [url](#)

¹¹⁹ ICG, Crisis Watch Database, Nigeria, décembre 2017, [url](#)

¹²⁰ ICG, Crisis Watch Database, Nigeria, février 2018, [url](#)

¹²¹ ISS, juillet 2018, [url](#)

¹²² ICG, Crisis Watch Database, Nigeria, février 2018, [url](#)

¹²³ ISS, juillet 2018, [url](#)

¹²⁴ ICG, "Crisis Watch Database", Nigeria, septembre 2018, [url](#)

¹²⁵ ICG, 16/05/2019, [url](#)

¹²⁶ ICG, "Crisis Watch Database", Nigeria, août 2018, [url](#)

¹²⁷ ICG, "Crisis Watch Database", Nigeria, novembre 2018, [url](#)

Watch¹²⁸. En réponse, les forces de sécurité poursuivent leur offensive. Le 5 janvier 2019, au moins 50 militants islamistes présumés sont tués dans le bombardement aérien de Damasak¹²⁹. Le 9 janvier 2019, 80 combattants présumés de l'EIAO sont tués à Baga (Etat de Borno) dans le cadre d'une opération militaire aérienne¹³⁰.

Le 16 février 2019, onze personnes – dont trois kamikazes décèdent dans l'attaque d'une mosquée à Maiduguri¹³¹.

En juin 2019, le gouverneur de l'Etat de Borno appelle les autorités fédérales à fournir des réponses non-militaires à la crise dans la région, résume le projet de recherche Nigeria Watch¹³². Le 16 juin 2019, 30 personnes décèdent dans l'attaque par trois kamikazes d'un cinéma dans le gouvernement local de Konduga (Etat de Borno)¹³³.

Le 25 septembre 2019, un employé de l'ONG Action contre la Faim est exécuté par l'EIAO. Il avait été enlevé avec cinq autres travailleurs humanitaires le 18 juillet 2020 sur la route qui rejoint Damasak à Maiduguri¹³⁴. Les forces de sécurité accusent les ONG Action contre la Faim et *Mercy Corps* de saboter le dialogue avec le groupe islamiste et ordonnent la fermeture de leurs locaux¹³⁵.

Dans une vidéo diffusée le 13 octobre 2019, Abubakar Shekau dément les allégations des autorités d'après lesquelles les combattants islamistes manqueraient d'énergie¹³⁶.

Le 22 décembre 2019, l'EIAO lance une attaque contre Damaturu, capitale de l'Etat de Yobe. Les insurgés sont repoussés par les forces de sécurité, au moins quarante sont tués¹³⁷.

Le 25 décembre 2019, jour de Noël, l'EIAO diffuse une vidéo montrant l'exécution de onze Chrétiens, en réponse à la mort du leader de l'EI Abubakar Al-Baghdadi au mois d'octobre 2019¹³⁸.

f) 2020

Le 20 janvier 2020, le représentant de l'Association chrétienne du Nigeria (CAN) dans l'Etat d'Adamawa est assassiné par Boko Haram, deux semaines après son enlèvement.

Le 9 février 2020, deux cadres de l'EIAO – Idriss Al-Barnawi et Ba'aldrisa, fils du fondateur de la secte Mohamed Yusuf – sont exécutés, leur position ayant été jugée trop « douce »¹³⁹.

Entre le 1^{er} et le 11 juin 2020, Boko Haram a mené 19 attaques dans le Nord-Est du Nigeria, selon une source sécuritaire citée ICG¹⁴⁰.

¹²⁸ ICG, "Crisis Watch Database", Nigeria, Janvier 2020, [url](#)

¹²⁹ Institut Français de Recherche en Afrique (IFRA) - Nigeria Watch, 2019, p. 11-12, [url](#)

¹³⁰ IFRA - Nigeria Watch, 2019, p. 11-12, [url](#)

¹³¹ ICG, "Crisis Watch Database", Nigeria, février 2019, [url](#)

¹³² ICG, "Crisis Watch Database", Nigeria, juin 2019, [url](#)

¹³³ ICG, "Crisis Watch Database", Nigeria, Juin 2019, [url](#)

¹³⁴ TV5 Monde, 25/09/2019, [url](#)

¹³⁵ ICG, "Crisis Watch Database", Nigeria, septembre 2019, [url](#)

¹³⁶ ICG, "Crisis Watch Database", Nigeria, octobre 2019, [url](#)

¹³⁷ ICG, "Crisis Watch Database", Nigeria, décembre 2019, [url](#)

¹³⁸ ICG, "Crisis Watch Database", Nigeria, décembre 2019, [url](#)

¹³⁹ ICG, "Crisis Watch Database", Nigeria, février 2020, [url](#)

¹⁴⁰ ICG, "Crisis Watch Database", Nigeria, juin 2020, [url](#)

Dès avril 2020, dans le contexte de la pandémie liée au Covid-19, les bombardements aériens contre les insurgés s'intensifient dans le Nord-Est du Nigeria. Les forces de sécurité revendiquent la mort par centaines de combattants présumés membres de Boko Haram. Le 18 avril, l'armée déclare avoir éliminé plus de cent combattants de l'EAIO dans le village de Buni Gari, dans l'Etat de Yobe¹⁴¹.

Entre le 1er et le 17 mai 2020, les autorités ont soutenu avoir tué 215 membres présumés de Boko Haram¹⁴².

Le 9 juin 2020, plus de 80 personnes sont tuées et 7 enlevées dans le raid menée par l'EAIO contre le village de Faduma Kolomdi, près de Gubio¹⁴³.

Le 28 juin 2020, une vidéo diffusée sur internet révèle l'enlèvement de cinq travailleurs humanitaires et exige 500 000 dollars de rançon pour leur libération¹⁴⁴.

Le 2 juillet 2020, un hélicoptère des Nations Unies est abattu par des combattants près de Damasak¹⁴⁵.

Le 13 juillet 2020, l'armée nigériane repousse une offensive sur la ville Maiduguri. Il s'agit de la première attaque « depuis plusieurs mois », rapporte ICG¹⁴⁶.

Le 22 juillet 2020, cinq travailleurs humanitaires sont exécutés par l'EAIO. Leurs assassinats sont filmés et diffusés. Ils avaient été enlevés un mois plus tôt par le groupe terroriste, qui avait exigé une rançon de 500 000 dollars pour leur libération¹⁴⁷.

¹⁴¹ ICG, "Crisis Watch Database", Nigeria, avril 2020, [url](#)

¹⁴² ICG, "Crisis Watch Database", Nigeria, mai 2020, [url](#)

¹⁴³ ICG, "Crisis Watch Database", Nigeria, Juin 2020, [url](#)

¹⁴⁴ ICG, "Crisis Watch Database", Nigeria, Juin 2020, [url](#)

¹⁴⁵ Nations Unies, 06/07/2020, [url](#)

¹⁴⁶ ICG, "Crisis Watch Database", Nigeria, Juillet 2020, [url](#)

¹⁴⁷ Le Monde, 23/07/2020, [url](#)

Bibliographie

Sources consultées entre le 27 juillet 2020 et le 3 septembre 2020.

Organisations intergouvernementales

Nations Unies, « Point de presse quotidien du Bureau du Porte-parole du Secrétaire général de l'ONU : 6 juillet 2020 », 06/07/2020,
<https://www.un.org/press/fr/2020/dbf200706.doc.htm>

Conseil de Sécurité des Nations Unies, Islamic State West Africa Province (ISWAP), 22/02/2020,
<https://www.un.org/securitycouncil/content/islamic-state-west-africa-province-iswap-0>

Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, "End of visitstatement of the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitraryexecutions on hervisit to Nigeria, 02/09/2019,
<https://www.ohchr.org/en/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=24934&LangL D=E>

Comité des droits de l'homme Nations Unies, Observations finales (2019) concernant le Nigéria en l'absence de deuxième rapport périodique, 29/08/2019, [CCPR/C/NGA/CO/2],
https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=CCPR/C/NGA/CO/2&Lang=En

Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, "Press briefing notes on Azerbaijan, Egypt and Indonesia / LGBT and Boko Haram trials in Nigeria", 13/10/2017,
<https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=22232&LangL D=E>

Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, "Report of the United Nations High Commissioner for Human Rights, Violations and abuses committed by Boko Haram and the impact on human rights in the countries affected [A/HRC/30/67]", 09/12/2015,
https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/RegularSessions/Session30/Documents/A-HRC-30-67_en.docx

Organisations non gouvernementales

Amnesty International, « Communiqué de presse – Nigeria. L'armée rase des villages, tandis que Boko Haram multiplie ses attaques », 14/02/2020,
<https://www.amnesty.fr/presse/nigeria-larme-rase-des-villages-tandis-que-boko-ha>

Human Rights Watch (HRW), "Nigeria: Military Holding Children as Boko Haram Suspects", 10/09/2019,
<https://www.hrw.org/news/2019/09/10/nigeria-military-holding-children-boko-haram-suspects>

HRW, "Nigeria: Flawed Trials of Boko Haram Suspects", 17/09/2018,
<https://www.hrw.org/news/2018/09/17/nigeria-flawed-trials-boko-haram-suspects>

Mercy Corps, "Motivations and Empry Promises, Voices of Former Boko Haram Combatants and Nigerian Youth, avril 2016,
https://www.mercycorps.org/sites/default/files/2019-12/Motivations_and_Empty_Promises_Mercy_Corps_Full%20Report.pdf

Articles universitaires

CURIEL Rafael Prieto, WALTHER Olivier, O'CLERY Neave, "Uncovering the internal structure of Boko Haram through its mobility patterns", dans *Applied Network Science*, 5, 28 (2020), <https://doi.org/10.1007/s41109-020-00264-4>

OMENMA J. Tochukwu, HENDRICKS Cheryl, AJAEBILI Nnamdi C., "Al-Shabaab and Boko Haram: Recruitment Strategies", *Peace and Conflict Studies*, vol. 27, n° 1, 2020, https://nsuworks.nova.edu/pcs/vol27/iss1/2/?utm_source=nsuworks.nova.edu%2Fpcs%2Fvol27%2Fiss1%2F2&utm_medium=PDF&utm_campaign=PDFCoverPages

COHEN Corentin, « Boko Haram, une impossible sociologie politique ? Un groupe armé catalyseur de la violence armée régionale », dans *Afrique contemporaine*, 2015/3 (n° 255), p. 75-92, <https://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2015-3-page-75.htm>

PEROUSE DE MONTCLOS Marc-Antoine, « Boko Haram, une exception dans la mouvance djihadiste ? », dans *Politique étrangère*, 2015-2 (été), p. 147-158, <https://www.cairn.info/journal-politique-etrangere-2015-2-page-147.htm?contenu=article>

Think thanks, universités et centres de recherches

International Crisis Group (ICG), "Crisis Watch Database", Nigeria (janvier 2015 – juillet 2020), https://www.crisisgroup.org/crisiswatch/database?location%5B%5D=28&date_range=cu stom&from_month=01&from_year=2015&to_month=08&to_year=2020

Institut d'Etudes de Sécurité (ISS), « L'insécurité croissante au Nigeria offre des possibilités d'expansion à Boko Haram », 03/08/2020, <https://issafrica.org/fr/iss-today/linsecurite-croissante-au-nigeria-offre-des-possibilites-dexpansion-a-boko-haram>

ISS, "Understanding the dangerous journey from Boko Haram to rehabilitation", 04/05/2020, <https://issafrica.org/iss-today/understanding-the-dangerous-journey-from-boko-haram-to-rehabilitation>

ICG, "Facing the Challenge of the Islamic State in West Africa Province", *Africa Report* n° 273, 16/05/2019, <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/273-facing-the-challenge.pdf>

The Armed Conflict Location and Event Data Project (ACLED), "The New Normal : Continuity and Boko Haram's Violence in North East Nigeria", 11/02/2019, <https://acleddata.com/2019/02/11/the-new-normal-continuity-and-boko-harams-violence-in-north-east-nigeria/>

ICG, "What would make a woman go back to Boko Haram? Despair", 14/01/2019, <https://www.crisisgroup.org/africa/west-africa/nigeria/what-would-make-woman-go-back-boko-haram-despair>

Institut Français de Recherche en Afrique (IFRA) – Nigeria Watch, "Ninth Report on Violence in Nigeria, 2019, <http://www.nigeriawatch.org/media/html/NGA-Watch-Report19Final.pdf>

ISS, « Rapport de recherche – Les dissensions au sein de Boko Haram », juillet 2018, <https://issafrica.s3.amazonaws.com/site/uploads/bh-report-1-fr.pdf>

ICG, « Nigeria : Les femmes et Boko Haram », Rapport Afrique n°242, 05/12/2016, <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/242-nigeria-les-femmes-et-boko-haram-french.pdf>

Médias

Le Monde, « Cinq humanitaires enlevés dans le nord-est du Nigeria ont été assassinés par des djihadistes, Le Monde », 23/07/2020, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/07/23/cinq-humanitaires-enleves-dans-le-nord-est-du-nigeria-ont-ete-assassines-par-des-djihadistes_6047020_3212.html

Radio France Internationale (RFI), « Jusqu'où l'EI en Afrique de l'Ouest, issu de Boko Haram, peut-il étendre son influence ? », 07/06/2020, <https://www.rfi.fr/fr/podcasts/20200617-jusqu%3%B9-lei-en-afrique-louest-issu-boko-haram-peut-il-%3%A9tendre-son-influence>

TV5 Monde, « Nigeria : des djihadistes exécutent un humanitaire d'Action contre la Faim », 25/09/2019, <https://information.tv5monde.com/afrique/nigeria-des-djihadistes-executent-un-humanitaire-d-action-contre-la-faim-323396>

Voice of America (VOA), "Boko Haram: Nigeria moves to deradicalize former fighters", 08/08/2019, <https://www.dw.com/en/boko-haram-nigeria-moves-to-deradicalize-former-fighters/a-49950707>

Cable News Network (CNN), "Nigerian army says it has freed 1,000 Boko Haram captives", 08/05/2018, <https://edition.cnn.com/2018/05/07/afrika/boko-haram-captives-freed-intl/index.html>

Al Jazeera, "Nigeria: 1,130 hostages freed from Boko Haram", 27/02/2018, <https://www.aljazeera.com/news/2018/02/nigeria-1130-hostages-freed-boko-haram-180227165358744.html>

RFI, « Nigeria : purges à la tête de Boko Haram », 02/10/2018, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20181001-purges-ali-gaga-boko-haram-barnaoui>

RFI, « Des milliers de membres présumés de Boko Haram jugés au Nigéria », 09/10/2017, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20171008-nigeria-milliers-membres-presumes-boko-haram-juges>

The Guardian, Secret trials of thousands of Boko Haram suspects to start in Nigeria, 09/10/2017, <https://www.theguardian.com/world/2017/oct/09/nigeria-begin-secret-trials-thousands-boko-haram-suspects>

Le Monde, « Lycéennes de Chibok : « Boko Haram voulait de l'argent, pas la libération de prisonniers », 09/05/2017, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/05/09/lyceennes-de-chibok-boko-haram-voulait-de-l-argent-pas-la-liberation-de-prisonniers_5124889_3212.html

The New York Times, « 'They Told Us They Were Here to Help Us.' Then Came Slaughter », 28/02/2017,

<https://www.nytimes.com/2017/02/28/world/africa/nigeria-civilian-massacre.html>

VOA, « Abubakar Shekau affirme avoir tué l'un de ses lieutenants », 24/02/2017,

<https://www.voafrique.com/a/abubakar-shekau-affirme-avoir-tu-tasiu-un-des-proches/3738188.html>

RFI, « Boko Haram chassé de la forêt de Sambisa, une victoire symbolique et décisive ? », 28/12/2016,

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20161228-boko-haram-victoire-armee-nigeria-foret-sambisa>

Le Monde, « Nigeria : 21 lycéennes de Chibok libérées par le groupe djihadiste Boko Haram », 13/10/2016,

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/10/13/nigeria-21-lyceennes-de-chibok-liberees-par-le-groupe-djihadiste-boko-haram_5013218_3212.html

Le Monde, « Boko Haram est un attrape-tout de violence », 28/04/2016,

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/04/29/boko-haram-est-un-attrape-tout-de-violence_4911151_3212.html

Sahara Reporters, "Military Announces That 3,212 Civilians Were Freed From Boko Haram", 08/01/2016,

<http://saharareporters.com/2016/01/08/military-announces-3212-civilians-were-freed-boko-haram>

British Broadcasting Corporation (BBC), "Boko Haram crisis: Nigerian military chiefs given deadline", 13/08/2015,

<https://www.bbc.com/news/world-africa-33913305>

Le Monde, « Le président nigérian déclare l'état d'urgence dans trois Etats », 14/05/2013,

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2013/05/14/le-president-nigerian-declare-l-etat-d-urgence-dans-trois-etats_3211459_3212.html

Vidéo

MUNTZE Xavier (réal.), « Boko Haram : les origines du mal », 2016,

<https://www.dailymotion.com/video/x4l14gz>